

03.12.2014 Alsace, Bretagne, Pays Basque... ou Corse: Hollande et Valls sont fermés à tout

Le refus opposé aux Alsaciens, la fin de non-recevoir opposée aux Bretons : les Corses comme les Basques savent à quoi s'attendre de la part du tandem Hollande/Valls ! Avec cette gauche au pouvoir, il n'y a que régression et répression contre les identités régionales.

La régression subie par les Alsaciens est simple à comprendre : avant il y avait une région Alsace, désormais elle n'existe plus ! Difficile de faire plus brutal à l'encontre d'un peuple paisible qui n'avait d'autre ambition, avec son pragmatisme naturel, que de faire vivre un destin commun partagé avec l'ensemble du bassin rhénan, dans son identité propre, dont la langue germanique est le lien historique depuis la nuit des temps.

Les Bretons, plus remuants, ont échappé de peu au pire, la disparition de la Région Bretagne, sous couvert de fusion avec les « Pays de Loire », selon le modus operandi appliqué aux Alsaciens. Le mouvement des Bonnets Rouges a eu au moins ce résultat positif. Mais la réforme demandée d'une réunification de la Bretagne qui rendrait à Nantes son rôle de capitale historique, et à la Bretagne un statut de région majeure en Europe, n'a pas seulement été empêché, il a été jugé sacrilège, attentatoire à la sacro-sainte « indivisibilité de la République ».

Pourtant la Bretagne a beaucoup contribué au retour de la gauche au pouvoir en France, et la plupart des dirigeants socialistes bretons, ministres y compris, et pas des moindres, ont été en leur temps les défenseurs d'une Bretagne unifiée. Mais le totalitarisme jacobin a tranché : réunifier la Bretagne, maintenir l'Alsace, malgré le vote du Sénat en faveur des élus alsaciens, c'est renoncer à la France une et indivisible !

Les élus basques n'ont pas même eu la chance d'un débat pour la reconnaissance territoriale du Pays Basque malgré l'engagement d'une très grande majorité d'entre eux, y compris les maires des plus grandes villes. Paris refuse toute discussion pour ce qui les concerne, officiellement « pour ne pas gêner l'Espagne dans sa lutte contre le terrorisme », en fait par souci d'écraser leur identité. En effet, voilà quatre ans que la violence politique a totalement cessé en Euskadi !

Fort d'un tel état d'esprit, on imagine avec quel entrain l'exécutif au pouvoir va se pencher sur les réformes institutionnelles demandées par les élus corses ! Pierre Chaubon espère que le calendrier pourra être tenu d'un report des cantonales et d'une élection générale de la nouvelle Collectivité Unique en décembre 2015. C'est ce qu'il proposera au vote de l'Assemblée de Corse avant la fin de l'année, afin que les délais soient respectés.

Mais, il est à craindre que son optimisme ne soit rapidement démenti. On saura vite à quoi s'en tenir, car le report des élections cantonales de mars prochain, qui désigneront des conseillers généraux jusqu'à 2020, est nécessaire à la mise en œuvre d'une Collectivité Unique à compter de décembre 2015. A part un raz de marée nationaliste à l'élection municipale partielle d'Ajaccio, on ne voit pas trop ce qui pourrait infléchir l'attitude de refus systématique affichée par Paris, et amener Manuel Valls à accepter un calendrier plus conforme aux attentes de l'Assemblée de Corse.

Mais cette attitude anti-démocratique du gouvernement atteint désormais ses limites. La pression mise sur la société corse pour l'empêcher d'avancer va provoquer un effet en retour d'autant plus important. A nous d'en favoriser l'amplitude en diffusant dans toute la société une attitude de résistance consciente et déterminée. Les lames de fond qui soulèvent en ce moment la société écossaise comme la société catalane doivent nous inspirer. Face à la mobilisation démocratique de toute une société, le pouvoir est nu, et il doit composer.

C'est tout l'enjeu de l'année 2015 de créer les conditions d'une nouvelle montée en puissance de la revendication corse, avec, en décembre prochain un scrutin régional dont les résultats devront être « renversants » pour le pouvoir en place. Pour y parvenir, une première marche nous attend dès janvier prochain en région ajaccienne.

Forza ! Sè no tiremu tutti in seme, forse ch'un ghjornu sciapperà!